



# CGT Finances Publiques

## Aveyron

### Déclaration liminaire

**CSAL du 07/05/2024**

Impossible de commencer cette séance sans revenir sur les nouvelles provocations du gouvernement à l'encontre des fonctionnaires la semaine passée. M Guérini, ministre de la Fonction publique, a donné une fin de non-recevoir aux demandes des organisations syndicales de revoir les salaires des fonctionnaires.

Il a, en revanche, annoncé une nouvelle attaque frontale contre le Statut de la Fonction publique avec la fin des catégories A, B et C. Il en a rajouté une couche l'après-midi même en annonçant, dixit « la fin du tabou du licenciement des fonctionnaires ». L'art du contre-pied sans doute, mais complètement à côté des revendications des fonctionnaires et surtout, dans une époque où les gouvernants font semblant de s'alarmer du problème d'attractivité de la Fonction publique, gageons que tout ceci ne va pas améliorer la situation. Il est maintenant avéré que le seul tabou de ce gouvernement est l'augmentation du salaire des fonctionnaires.

Nous dénonçons ici le bashing anti fonctionnaire entretenu par M Guérini qui sous entend que la Fonction publique ne licencierait pas assez. Contre sens manifeste au passage car dans le secteur privé, la principale cause de licenciement est la situation économique de l'entreprise, pas la supposée insuffisance professionnelle. La Fonction publique est normalement protégée des aléas économiques alors doit-on en conclure que l'État veut réduire sa masse salariale en raison de la situation macro-économique ?

Après avoir conduit une politique économique désastreuse, à base de cadeaux fiscaux aux plus riches et de baisse des impositions des entreprises, le gouvernement va faire payer la facture aux services publics, et donc aux fonctionnaires avec une 1re coupe budgétaire de 10 milliards d'euros. Cette annonce est irrecevable tant elle va avoir des conséquences désastreuses sur nos conditions de travail et sur la qualité de service rendue à la population.

Nous aurions, au contraire, besoin de dizaines de milliards d'euros supplémentaires pour doter les services publics et la Fonction publique des moyens nécessaires. Ces dizaines de milliards d'euros, vous les trouverez facilement du côté du premier poste des dépenses de l'État, à savoir les aides publiques inconditionnelles majoritairement captées par les grandes entreprises.

Et encore une fois, notre ministère est le plus touché. Dans les 10 milliards d'économies demandés en urgence aux ministères, notre ministère est impacté par une purge de 2 milliards ! 20 % des économies portées par notre seul ministère. Nous ne pouvons qu'être très inquiets par les conséquences de ces coupes budgétaires sur les moyens mis à notre disposition pour exercer nos missions. D'autant que de nouvelles coupes budgétaires sont annoncées pour 2025 au plus tard.

D'ailleurs nous pouvons interpréter aussi l'annonce de la suppression des catégories A, B et C comme un moyen de faire des économies sur la masse salariale. Le corps garantit une progression salariale au fil de la grille de rémunération. La disparition des catégories entraînerait la suppression des grilles donc de l'avancement salarial régulier. Cela impliquerait que la rémunération est fixée selon l'emploi occupé et que pour évoluer, il faudra bouger. Cela veut également dire que la rémunération sera entièrement dépendante de la chaîne hiérarchique. Il en résultera un blocage des rémunérations pour de nombreux collègues qui seraient mieux payés que la cotation de leur poste (voir ce qui se passe dans la métallurgie où la cotation des postes occupés est généralement établie très bas). Cette mesure explose donc le statut du fonctionnaire et cela permettra aussi, de facto, de tailler dans la masse salariale de la fonction publique.

A contrario de cette politique anti fonctionnaire, la CGT revendique une toute autre politique salariale avec notamment une revalorisation du point d'indice immédiate de 10 % pour compenser, au moins partiellement, la dévalorisation incroyable des rémunérations des fonctionnaires suite à l'inflation. En parallèle, la CGT revendique une refonte des grilles indiciaires

Autre marotte gouvernementale, l'expérimentation de la semaine de 5 jours en 4 jours, pour la CGT Finances Publiques, elle ne répond pas à des objectifs d'amélioration des conditions de travail. Dans un environnement où l'open-space devient la norme, passer plus de 9h00 dans un environnement bruyant est une source de stress supplémentaire et ne peut donc favoriser un environnement de travail serein.

Elle est donc susceptible d'entraîner tout le panel des arrêts de travail, TMS, stress qui accompagnent l'augmentation de l'amplitude horaire. Le caractère flottant du jour « off » n'est pas de nature à permettre aux agents de profiter du bénéfice d'un week-end de trois jours, alors que c'est sans doute l'argument qui a pu en séduire quelques-uns. Cette mesure serait sans doute une mesure pour des emplois « non télé-travaillables » et pourrait constituer un pis aller à l'absence de ce qui est devenu, au fil du temps, un droit que les travailleurs réclament. Concernant la productivité et l'amélioration du service public, cette affirmation qui n'est étayée d'aucun chiffre est démentie par des études mises en avant par Eric HEYER, chef économiste de l'OFCE. Selon lui, *« plusieurs études démontrent que travailler 35 heures en un temps réduit peut impacter négativement la productivité. Plus la journée est longue, plus la productivité baisse et on ne travaille pas aussi efficacement la 8e heure que la 7e ou la 6e »*.

Mais soyons certains qu'avec la nouvelle doctrine directionnelle qui met en avant le dialogue social, on est tranquille, la logique triomphera.

Dans notre direction, au menu de ce CSAL, la traduction directe de la politique générale de diminution des dépenses, avec un coup de rabot sur le budget de fonctionnement départemental. Mauvais refrain capitaliste, quand nos dirigeants déraillent, c'est au peuple d'en assumer les conséquences.

Les agents sont fatigués de cette farce indigeste, la captation/spoliation des richesses a atteint un niveau jamais vu, mais on doit encore faire des efforts sur nos salaires, sur le budget départemental, sur les emplois...

Cette instance ne doit pas être uniquement le réceptacle des colères, elle doit aussi servir à porter la parole des agents et à répondre de manière satisfaisante aux inquiétudes et demandes des agents.

La CGT Finance Publique s'emploiera toujours en ce sens.